

Charlie Hebdo

Un traitement médiatique aux excès accélérés ?



Le soutien à la Presse écrite fut notable. Un sursaut durable ?



De la course effrénée au dérapage médiatique, il est cette mince frontière qui vole en éclats dès que la tentation de *dégainer le premier* se mue en vicieuse priorité. 

Acteurs Graphiques n'ayant pas vocation à porter des discours d'Opinion sur des sujets liés à des problématiques de politique générale, l'attaque qui a frappé Charlie Hebdo en ce début d'année n'était pas forcément appelée à être traitée dans nos colonnes. Pour autant, à la fois parce qu'à travers elle, c'est la Liberté de la Presse qui s'est trouvée frappée en plein cœur, et parce que dans un élan d'émotion bien compréhensible, la frénésie (dés)informatrice qui l'a suivie s'est vue atteindre des cimes probablement inédites, une analyse lucide d'un tel déchaînement médiatique nous a finalement paru nécessaire...



Que la comparaison nous apparaisse légitime ou non, c'est bien d'un « 11 septembre à la française » dont beaucoup ont parlé suite aux attaques terroristes qui ont visé Charlie Hebdo et généré deux prises d'otages, entre le 7 et le 9 janvier 2015. L'incroyable solidarité internationale qui s'en est suivie ne saurait leur donner tort, le slogan « Je suis Charlie » ayant très vite dépassé nos modestes frontières pour devenir un symbole de ralliement quasi-universel. Pour autant, jamais telle déflagration n'avait eu pour relais directs les médias dans tout ce qu'ils ont à ce jour de plus instantané, via notamment Internet et les réseaux sociaux, mais aussi via les chaînes d'information continue. À ce titre, nous avons certainement vécu en ce mois de janvier 2015, la matérialisation la plus absolue de ce que peut être, à grande échelle, l'information immédiate triomphante, avec son incomparable propension à capter les attentions et malmener la raison...

Des directs intrusifs ?

La course au scoop n'est bien évidemment pas née en 2015, mais jamais n'avait-elle été menée sur un tel braquet. Comment en effet aller plus vite que Twitter ? On connaît pourtant tous l'adage selon lequel il faudrait veiller à ne pas confondre vitesse et précipitation, d'autant plus lorsque l'on porte la responsabilité des contenus que l'on relaie. D'autant plus lorsque l'on est un garant supposé d'une information

journalistique éthique, fiable et vérifiée. Le caractère exceptionnel de ces événements, qui se sont enchaînés plus de 48 heures durant, aura pourtant fait la triste démonstration que de la course effrénée au dérapage médiatique, il est cette mince frontière qui vole en éclats dès que la tentation de dégainer le premier se mue en vicieuse priorité. Ainsi aura-t-on pu assister, médusé, à la divulgation des noms des « suspects présumés », avant toute confirmation officielle, quelques heures seulement après l'attaque visant les locaux de Charlie Hebdo. Résultat : l'identité d'un lycéen totalement hors de cause est révélée, via Twitter, par l'action hâtive d'un journaliste visiblement pressé d'être le premier. En l'occurrence, d'être le premier à se tromper. Malgré les démentis – officiels, cette fois – la désinformation se propage jusque sur les chaînes d'information, qui choisissent de reprendre la bourde en boucle, sans opérer la moindre vérification, au mépris des règles les plus essentielles d'un métier dès lors copieusement bafoué. C'est bien évidemment à ce jeune lycéen, en classe au moment des faits, qu'il conviendra d'encaisser l'inévitable torrent de commentaires violents le visant par tombereaux sur les réseaux sociaux.

Mais ce n'était là malheureusement que le début d'une débâcle informative menée en rotation lourde, alimentée et nourrie par l'obsession de ne surtout rien rater, sur une échelle de temps littéralement réduite à la minute. Touchant du doigt le fantasme journalistique intrusif promettant un « Direct » dénué de tout contretemps encombrant, les médias se font alors les artisans d'une narration en temps réel confinant au récit à suspense. Une déviance sensationnaliste qui aura même contraint le Ministère de l'Intérieur ainsi que les représentants des forces de l'ordre à rappeler quelques bases... « Ne pas gêner l'opération en cours à Dammartin-en-Goële. Discretion des informations et respect du bouclage mis en place » pouvait-on ainsi lire sur le fil Twitter de la Gendarmerie Nationale. L'on voudrait ne pas y croire, mais il ne faudra en effet pas longtemps pour voir certains médias proposer des photos ou vidéos dévoilant les positions et mouvements policiers autour de l'imprimerie de Dammartin, permettant ainsi aux preneurs d'otages – via un simple smartphone – de s'enquérir « tranquillement » en ligne de la stratégie des forces de l'ordre. Si la Twittosphère ironise à loisir sur ces débordements cocasses, la réalité est plus glaçante et rappelle s'il en était besoin que la Liberté d'Opinion – principe si vaillamment défendu ces dernières semaines – ne va pas sans la survivance simultanée d'autres principes, déontologiques cette fois, qui font l'intégrité d'une information digne.

Presse écrite : un sursaut durable ?

Si pour des raisons à la fois profondément symboliques et circonstanciées, c'est toute la Presse qui a vu ses ventes exploser dans le sillage d'un numéro post-attentat de Charlie Hebdo tiré à sept millions d'exemplaires (un record, bien évidemment), il faut noter ce que souligne en sous-texte cet épisode médiatique exceptionnel. Déjà probablement que le papier, en sa qualité de support « lent » et propice à la réflexion, est resté comme l'incontournable boussole dont il faut s'armer pour prendre le temps de comprendre. Car c'est bien par la Presse écrite qu'on a fait suivre au bruit médiatique, dans ce qu'il a certainement eu de plus vertigineux à ce jour, un éclairage de fond. C'était semble-t-il tout

UN GRAPHISTE "HYPER CACHÉ" À DAMMARTIN!



De nombreux illustrateurs n'ont pas hésité à tancer l'irresponsabilité des médias, dans une course effrénée au scoop.

autant par la Presse papier que le grand public attendait de voir l'information se décanter et prendre du sens. Le SPQN évoque à ce sujet un « besoin d'analyses profondes » en marge de ce que le papier, dans sa mission mémorielle, revêt de symbolique lorsqu'il est question de conserver une trace de l'Histoire.

Le 8 janvier, la Presse quotidienne s'est ainsi globalement écoulée à un million d'exemplaires, contre 600 000 d'habitude en moyenne. Le journal Libération a notamment vu ses ventes en kiosque multipliées par 5,5, tandis que celles du Figaro ont bondi de 134 %, celles du Monde de 175 %, celles des Échos de 100 % ou celles encore du Parisien-Aujourd'hui en France de 50 %. La Presse régionale a également vu ses ventes tirées vers le haut, dans des proportions toutefois légèrement moindres (+ 36 % pour Ouest France). Quant aux titres satiriques, ils ont naturellement vu un soutien tout particulier les viser eux, Le Canard Enchaîné ayant notamment poussé son tirage jusqu'au million d'exemplaires la semaine suivant les attentats, contre 470 000 habituellement.

Le phénomène s'est prolongé les jours suivants, laissant observer que s'il y a certes là les stigmates encore vifs d'une secousse spontanée dont on ne verra certainement plus guère les traces en kiosques d'ici quelques semaines, la Presse écrite fait encore office de valeur refuge et référentielle lorsqu'il s'agit de revenir aux fondamentaux de l'information. Ce n'est là ni un hasard ni un message dénué d'enseignements : aller vite ne rime à rien, s'il s'agit de sacrifier la véritable plus-value d'une information pesée et réfléchie. Et clairement, jusque sur la forme, tout ne sera pas à garder parmi ce que l'on a pu voir et entendre, en seulement quelques jours de frénésie médiatique collective. À chacun de s'en souvenir et prendre du recul, lorsque l'information tient les premiers rôles... ■

 c'est toute la Presse qui a vu ses ventes exploser dans le sillage d'un numéro post-attentat de Charlie Hebdo tiré à sept millions d'exemplaires. 